

**INTER - RESEAUX**  
**Groupe de travail**  
**Communication électronique et usage des NTIC pour**  
**le développement rural en Afrique**  
**Animateur du groupe *intereso@club-internet.fr***  
**site web de l'Inter-Réseaux *http://www.rio.net/inter-reseaux/***

-----  
**LETR'INFOS N° 8 -- JANVIER 1998**  
-----

Bonjour à tous et bonne année 1999 !

Avec un peu de retard, voici le numéro 8 de Lettr'infos. Ce numéro est le dernier à paraître car les activités de ce groupe de travail se terminent. Elles ont permis, entre autres choses, de préciser le constat établi au départ pour dégager quatre « idées-forces » :

1. Les sources d'informations et de connaissances consacrées au développement rural sont nombreuses; elles traitent et diffusent selon des modes différents (périodicité, circuits, supports), sont spécialisées sur un ou plusieurs secteurs d'activités (ou généralistes sur un espace donné), sont orientées vers des publics spécifiques.
2. Sur le réseau mondial Internet, les informations sont nombreuses, très dispersées, difficilement accessibles. Les pages de liens spécialisées et les moteurs de recherche ne permettent pas de caractériser l'information : si quelques mots de commentaire sont parfois disponibles, souvent il n'y a que le titre du site, de la page ou du document.
3. La visibilité des ressources francophones est très limitée dans de nombreux domaines du développement rural (stratégies, pratiques, méthodologie, résultats de la recherche-développement). Les principaux organismes français concernés se limitent le plus souvent à la présentation de catalogues de publications et de bibliographies, même si de plus en plus certains d'entre eux produisent et mettent en ligne des bases de données.
4. Au Sud, les acteurs engagés professionnellement dans le développement rural et les représentants de la société civile expriment des attentes en termes d'accès aux informations et aux connaissances stratégiques leur permettant de mieux faire face aux mutations économiques, politiques et institutionnelles. Ces données sont difficiles à obtenir et circulent difficilement (du Nord vers le Sud, au sein d'un même pays et entre pays voisins).

Partant de ces « idées-forces », l'Inter-Réseaux se propose de réaliser plusieurs outils et d'en diffuser l'usage à partir d'un site Web :

- un guide des ressources agrégeant au sein d'un cadre unique de présentation les sources d'informations consacrées au développement rural en Afrique sub-saharienne;
- une plate-forme de communication électronique permettant de recevoir et de répondre aux commentaires des utilisateurs, d'organiser des forums pour échanger et débattre sur un thème donné, de distribuer périodiquement des informations destinées aux utilisateurs;
- une méthode d'apprentissage permettant aux acteurs africains du monde rural partenaires de l'Inter-Réseaux, de se former, d'expérimenter et de s'appropriier l'usage des outils mis en œuvre sur le site.

Ces outils sont un des éléments de la nouvelle stratégie de communication de l'Inter-Réseaux. Ils seront mis en œuvre progressivement dès le second trimestre 1999 (vous serez informé par courrier électronique).

En attendant, vos commentaires, remarques et informations sont toujours le bienvenu ! Bonne lecture.

Gilles Mersadier - *intereso@club-internet.fr*

-----  
**Au sommaire de ce numéro**

**1. PROJETS - INNOVATIONS**

**1.1 NGO-NET, des ONG africaines en réseau**

**1.2 Un consortium de presse électronique en agronomie tropicale**

**2. SUR LES TELECENTRES....**

**2.1 Telecentres-I, une liste de diffusion en anglais riche en informations**

**2.2 Un numéro spécial de la revue " Communicare " sur la communication pour le développement**

**2.3 Un document australien sur les télécentres et le développement rural**

**2.4 Une réunion internationale**

**3. TEMOIGNAGES DU SUD....Emmanuel Kouakam, directeur du groupement d'Intérêt économique GIE WAGNE-Internet (Douala - Cameroun)**

**4. STRATEGIES INTERNET POUR L'AFRIQUE**

**4.1 L'Afrique se concerte pour s'approprier Internet**

**4.2 Internet et la coopération avec les pays de la zone Afrique Caraïbes Pacifique**

**4.3 L'Afrique, un continent de plus en plus connecté**

**5. POUR RECEVOIR DE L'INFORMATION SUR LE DEVELOPPEMENT**

**5.1 Le journal électronique de l'IICD**

**5.2 Les nouvelles actions de l'Agence Française de Développement**

## **6. SITES A CONSULTER**

### **6.1 Humanweb, association suisse francophone**

### **6.2 Index on Africa, une passerelle vers les sources d'informations électroniques sur l'Afrique**

-----

## **1. PROJETS - INNOVATIONS**

### **1.1 NGO-NET, des ONG africaines en réseau**

NGO-NET, organisation non gouvernementale française, favorise l'appropriation par les ONG du Sud des outils et méthodes de communication électronique. Son rôle est de mobiliser au sein d'un groupement les différents acteurs qui permettront d'atteindre ces objectifs. Pour réaliser ce projet, NGO-NET organise la fourniture d'accès Internet pour les ONG associées au niveau d'un pays en recherchant les solutions les moins coûteuses. Des formations sont organisées pour permettre la collecte, l'échange et la publication de tout type de données provenant des ONG membres. NGO-NET se positionne comme un intermédiaire informatif :

- pour améliorer les communications et multiplier les échanges d'information entre ces ONG et les pays du Nord,
- pour promouvoir la coopération locale, national et régionale entre ONG.

L'implication de partenaires nationaux assure la pérennité du projet. Elle se fait d'abord au niveau technique (accords avec des fournisseurs d'accès Internet, des assistants techniques, des formateurs et des consultants). D'autres partenaires permettent d'offrir un contenu informatif (ONG, Universités, Presse ...). Ensuite la réalisation et le suivi du projet sont confiés à une coordination qui fédère les ONG au niveau national.

En France et en Europe, l'association NGO-NET France recherche des partenaires privés (entreprises), publiques (collectivités) et associatifs permettant de mettre en place NGO-NET dans un puis plusieurs d'Afrique de l'Ouest. C'est avec eux, soutenus par des organisations internationales et des bailleurs de fonds, que pourra s'effectuer ce partage de technologies et de savoirs permettant de ne pas exclure les pays du Sud de la société de l'information.

**Contact :** Arnaud Ventura - [aventura@ngo-net.org](mailto:aventura@ngo-net.org)

### **1.2 Un consortium de presse électronique en agronomie tropicale**

L'Université Virtuelle francophone (AUPELF-UREF) présente un résumé des 26 actions prioritaires financées à ce jour. Elles sont classées en 10 domaines : Agronomie, Droit, Économie, Environnement, Mathématiques, Santé, Sciences de l'ingénieur, Médiathèque, formation à distance et NTIC. Dans le domaine " Médiathèque ", une action coordonnée par le CIRAD vise à créer un consortium de presse électronique associant des éditeurs du Nord et du

Sud. Il constitue un outil de diffusion et un lieu d'échange qui permettra de donner aux pays du Sud la capacité de production électronique de documents scientifiques.

Ce consortium permettra la création d'une médiathèque francophone électronique de référence en agronomie et sciences vétérinaires tropicales. Les fonds anciens et courants feront l'objet d'un traitement spécifique qui les rendra accessibles sous forme électronique, en ligne (Web) et sur cédéroms. Un cadre juridique et un « itinéraire technique de production de documents électroniques » seront développés. Les bases de connaissances déjà diffusées sur cédéroms seront adaptées au Web. Le consortium permettra de pérenniser l'action initiée dans le cadre du projet.

**Source :** Site Web de l'AUPELF-UREF, pages de l'Université Virtuelle Francophone  
[http://www.aupelf-uref.org/UVF/constr/fr\\_ppa.htm](http://www.aupelf-uref.org/UVF/constr/fr_ppa.htm)

## **2. SUR LES TELECENTRES....**

### **2.1 Telecentres-1, une liste de diffusion en anglais riche en informations**

Une liste de diffusion anglophone sur les télécentres est ouverte depuis quelques mois sur le serveur du Centre de Recherche pour le Développement International. Une volonté de renouvellement s'affirme depuis le mois de décembre à l'initiative de plusieurs experts: réunis à Washington à l'occasion d'une conférence sur les télécommunications rurales, ils décident de solliciter leurs partenaires internationaux au Nord et au Sud pour échanger, débattre et innover à partir des questions suivantes : quels modèles de télécentres sont appropriés pour l'Afrique rurale en termes de mode de gestion, d'équipement, d'offres de services répondant aux besoins locaux,...? Les ambitions des animateurs de cette liste vont au-delà du partage d'informations : ils veulent développer des produits spécifiques aux télécentres en Afrique (guides et documents pour la formation, la gestion financière, l'analyse des besoins, le choix des matériaux et des technologies appropriées,...).

Les débats en cours depuis 3 semaines sont riches d'informations et d'initiatives, alimentés par des participants du monde entier avec néanmoins une nette prépondérance de l'Amérique du Nord et de l'Afrique du Sud.

**Pour vous inscrire :** envoyez un message vide à l'adresse suivante  
[subscribe-telecentres-1@lyris.idrc.ca](mailto:subscribe-telecentres-1@lyris.idrc.ca) , ou écrivez au modérateur (List-Owner)  
[owner-telecentres-1@lyris.idrc.ca](mailto:owner-telecentres-1@lyris.idrc.ca)

### **2.2 Un numéro spécial de la revue “ Communicare ” sur la communication pour le développement**

Le Conseil pour la recherche en sciences humaines (Afrique du Sud - Pretoria) publie des résultats de recherches sur la communication pour le développement. La revue *Communicare* consacre un numéro entier à ce sujet, avec en particulier un article de Pieter Conradie portant sur les usages des technologies de l'information et de la communication dans des télécentres

ruraux. Cet article de 20 pages présente une bibliographie contenant plus de 30 références “ en ligne ”.

**Références et contacts** pour commander l'édition spéciale de *Communicare* (vol.17, no 1, juin 1998), Charles Malan [mbu@rau.ac.za](mailto:mbu@rau.ac.za)

### **2.3 Un document australien sur les télécentres et le développement rural**

Sur le site de l'université Charles Sturt, Perry Share présente ses travaux sur le thème “ Telecentres, IT and rural development: possibilities in the Information Age ”. Le document hypertexte est rédigé progressivement depuis 1997 (work in progress) mais plusieurs parties son déjà bien remplies !

Adresse du document <http://www.csu.edu.au/research/crsr/sai/saipaper.htm>

### **2.4 Une réunion internationale**

Du 22 au 25 février se tiendra à Pretoria une conférence sur le thème des télécentres : BICA 99 (Building the Information Community in Africa). Des expériences régionales de terrain seront présentées et les débats serviront à alimenter la préparation d'un forum mondial prévu pour 1999 (Global Knowledge Partnership conference).

**Site web** de BICA99 <http://www.bica99.org>

### **3. TEMOIGNAGES DU SUD....Emmanuel Kouakam, directeur du groupement d'Intérêt économique GIE WAGNE-Internet (Douala - Cameroun)**

WAGNE-Internet est le résultat d'un long processus qui débute en 1990 avec une évaluation sur les problèmes et les besoins en communications des ONG en Afrique (surtout celles qui travaillent avec le monde rural). Le constat qui en est sorti est que dans la nouvelle configuration de la planète, l'Afrique est de plus en plus marginalisée. Le trop faible niveau d'équipement en télécommunications, en outre réservé à une élite fortunée, accentue le retard du continent. Ne pas pouvoir communiquer efficacement est un handicap énorme qui pénalise l'Afrique dans la compétition économique et culturelle mondiale. Piégée dans ce contexte, la société civile éprouve d'énormes difficultés à accéder aux moyens de communication modernes, trop onéreux, et par conséquent à l'information dont elle a besoin pour se développer. Alors que tous les outils existent, elle n'arrive pas à promouvoir ses initiatives originales de développement, ni à placer sa contribution aux "savoirs développant" que véhiculent les autoroutes de l'information.

C'est donc pour contribuer à inverser cette tendance que nous avons lancé en 1990 le projet WAGNE qui, après toutes les études nécessaires à sa mise en place, a pris forme en 1997 sous le nom de WAGNE-Internet. Il a pour objectifs la mise à la disposition des organismes de développement des moyens de communication qui leur font actuellement défaut, à savoir :

- un cadre d'échange d'expérience et d'enrichissement mutuel ;
- des outils pour communiquer avec leurs bénéficiaires ;

- des possibilités d'amélioration de leur visibilité et d'accès aux informations relatives à leurs activités.

Actuellement, cinq organismes sont partenaires de WAGNE Internet : CIPCIRE (partenaire principal), RED (Réseau Ecole et Développement - Côte d'Ivoire), FEMEC (Fédération des Missions et Eglises Evangéliques du Cameroun), les Editions Clé (Cameroun) et le service allemand de développement au Cameroun (DED).

**Contact :** *wagne@wagne.net* - **site web** *http://www.wagne.net*

## **4. STRATEGIES INTERNET POUR L'AFRIQUE**

### **4.1 L'Afrique se concerta pour s'approprier Internet**

Le jeudi 17 décembre 1998, à Cotonou (Bénin), en conclusion de la Conférence africaine de l'Internet, plus de 130 spécialistes, provenant d'une quarantaine de pays africains, ont adopté une proposition créant l'Afrinic. A l'instar de l'Europe (RIPE), de l'Asie-Pacifique (APNIC) et des Amériques (ARIN), l'Afrique se dote d'une structure régionale de coordination des adresses Internet dont l'implantation sera réalisée au cours de l'année 1999. Un conseil d'administration provisoire, représentant les six régions d'Afrique, a été mandaté par la conférence pour mener une série d'actions, notamment l'établissement de relations avec les organismes internationaux de régulation de l'Internet. En outre, il s'est vu confier le mandat d'élaborer le cahier des charges qui conduira au choix du pays où sera établi le registre régional africain d'attribution des adresses Internet (AFRINIC). [...] Cette Conférence a permis aux participants d'échanger sur les défis à relever et de se concerter sur les actions à mettre en œuvre en vue d'assurer l'intégration de l'Afrique dans la société de l'information. (DDTI).

**Sources :** Communiqué de presse, ACCT, 21 déc. 1998

*<http://www.francophonie.org/liaison/corps/courriel/CPCotonou.cfm>*

Brève de Liaison Francophone - Le Bulletin du 23/12/98 n° 28

*<http://www.francophonie.org/liaison>*

### **4.2 Internet et la coopération avec les pays de la zone Afrique Caraïbes Pacifique**

Sur le site Web Admiroutes (chapitre " Spécial Afrique "), J.P. Basquiast présente les grandes orientations que pourrait prendre un programme visant intégrer le réseau et les outils Internet dans le dispositif et les actions de la coopération française. En voici l'introduction :

“ L'Internet se développe, comme partout ailleurs, très rapidement dans la zone ACP. Les administrations publiques et collectivités locales y sont ou seront toutes obligées de participer au mouvement, pour leur modernisation propre comme pour favoriser le commerce électronique et les applications culturelles ou sociales. Il ne s'agit pas d'un effet de mode, mais d'un changement très profond, dont les effets bénéfiques pourront être nombreux. Beaucoup d'éléments très valables des pays concernés en sont convaincus et s'y investissent.

Cet état de fait est depuis 2 ans déjà reconnu par les bailleurs de fonds autre que la France (Banque Mondiale, Nations Unis) comme par les représentations diplomatiques et les entreprises de nombreux pays convertis depuis quelques années à l'Internet.

La France, sauf actions ponctuelles de quelques jeunes coopérants, avait jusqu'à présent ignoré le phénomène. Il convient donc de prendre des mesures rapides pour rattraper ce retard, qui d'ores et déjà menace d'obsolescence une partie de nos dispositifs et actions de coopération, notamment dans le domaine de l'ingénierie administrative et de la culture.

Mais il faut le faire avec modestie et pragmatisme, sachant qu'il s'agit d'outils, méthodes et thèmes supposant une culture de l'Internet que nos administrations et experts pratiquent encore peu. Il convient donc d'envisager un programme progressif et flexible.

Ce programme répondrait à 3 priorités : - susciter un réseau de sites Web correspondants de la coopération française - ouvrir progressivement à Internet notre dispositif de coopération, notamment en ingénierie administrative - aider à définir une politique multilatérale ou bilatérale d'aide au développement d'Internet dans les Etats. Il supposerait quelques investissements en matériels ou formation, mais pourrait se traduire par d'importantes économies, sur les frais de fonctionnement comme dans l'emploi des hommes. ”

**Sources :** Jean-Paul Baquiast - [jean-paul.basquiast@codet.finances.gouv.fr](mailto:jean-paul.basquiast@codet.finances.gouv.fr)  
Site Admiroutes <http://www.admiroutes.asso.fr/afrique/coopacp.htm>

#### **4.3 L'Afrique, un continent de plus en plus connecté**

Extraits d'un article de Valérie Gas publié par MFI Agence Multimédia de Radio France International (fiche n° 970, du 11/10/98, spécial France/Afrique).

Site web de RFI <http://www.rfi.fr>

Fin 1998, 49 pays africains sur 54 bénéficient d'un accès total à Internet. Sur les cinq pays restant, quatre ont d'ores et déjà mis au point des plans pour se connecter rapidement (Congo, Libye, Cap Vert et Somalie). Seule l'Erythrée reste au point mort dans ce domaine et ne dispose d'aucun programme pour rattraper ses voisins.

Il y a encore quelques mois, la situation n'était pas si encourageante car de nets progrès ont été réalisés notamment au niveau du débit des connexions. Plus de 30 pays africains ont maintenant des débits supérieurs à 64 Kilo bits par seconde (Kbps). Le Maroc, le Sénégal, le Togo, le Gabon, le Cameroun, le Botswana ont rejoint dans cette catégorie la Tunisie, l'Egypte, la Namibie, l'Afrique du Sud qui, il y a mois d'un an et demi, étaient les seuls pays africains à avoir une telle capacité.

Une quinzaine d'autres Etats ont atteint les 64 Kbps mais sans les dépasser. On peut citer parmi ceux-ci : l'Algérie, la Mauritanie, le Tchad, le Soudan, la République démocratique du Congo, les Comores... Seul le Lesotho ne bénéficie que d'une connexion à 9,6 Kbps. Aujourd'hui, les pays africains peuvent donc utiliser la totalité des services offerts par Internet et ne plus se limiter, en tout cas pour la majorité d'entre eux au courrier électronique.

Malgré tout, les situations ne sont pas homogènes d'un pays à l'autre et à l'intérieur des Etats entre villes et campagnes. Si les capitales sont bien équipées, il n'en va pas toujours de même dans les zones rurales qui regroupent encore 70 à 80 % des populations, ni dans les villes secondaires. On ne dénombre que 12 pays en Afrique qui offrent un accès dans certaines de ces cités : Angola, Bénin, Botswana, Egypte, Ghana, Kenya, Maroc, Namibie, Nigeria, Tunisie, Afrique du Sud, Tanzanie.

Au niveau du nombre d'utilisateurs aussi, les situations sont inégales entre les différents pays du continent. Si l'Afrique du Sud domine de loin avec un nombre significatif d'environ 600 000 utilisateurs, dans certains pays l'accès à Internet reste le privilège de quelques institutions internationales, ministères ou organes gouvernementaux et peu de particuliers en bénéficient comme en Sierra Leone (50 utilisateurs), au Tchad (50), au Lesotho (100), au Niger (200) ou même au Mali (400).

L'Egypte (20 000 utilisateurs) et le Zimbabwe (10 000) atteignent un niveau respectable mais le fossé est grand avec des pays comme le Sénégal (2 500), la Tanzanie (2 500), le Cameroun (2 000), l'Angola (1500), la Côte d'Ivoire (1000)... assez représentatifs de la moyenne sur le continent. Au total, on dénombre fin 1998 environ 684 000 utilisateurs d'Internet en Afrique. Un chiffre bien évidemment en constante évolution.

*Notons, pour compléter les informations citées par l'auteur de cet article, que ne sont pas pris en compte dans ces statistiques les utilisateurs qui se connectent via les points d'accès publics à internet de type « télécentres connectés » ou « cybercafés » qui rencontrent un vif succès et se développent rapidement dans les pays d'Afrique au sud du Sahara.*

## **5. POUR RECEVOIR DE L'INFORMATION SUR LE DEVELOPPEMENT**

### **5.1 Le journal électronique de l'IICD**

L'institut International pour la Communication et le Développement (IICD - Coopération hollandaise) présente sur son site un journal électronique (E-Journal) qui présente l'actualité des technologies de l'information et de la communication dans le champ de la coopération internationale ; les brèves concernent les nouveaux articles et publications de la recherche-développement, des exposés sur les tendances et un calendrier des rencontres et autres événements à venir. Vous pouvez gratuitement recevoir par courrier électronique la mise à jour mensuelle qui contient les brèves ajouter sur la page du E-Journal. Inscrivez vous sur la page d'accueil du E-Journal sur le site de l'IICD <http://www.iicd.org/ejournal/>

### **5.2 Les nouvelles actions de l'Agence Française de Développement**

L'Agence Française de Développement (AFD, ex-CFD) diffuse par courrier électronique des informations sur les nouvelles actions qu'elle met en œuvre. Le message reçu contient : le nom du projet, le secteur d'activité, le pays concerné et un lien direct vers la fiche projet stockée sur le site de l'Agence ; à ce niveau, les informations sont plus précises (opérateur, financement, état du projet, court résumé) et les coordonnées des personnes responsables sont

fournies (dont les adresses électroniques au siège et dans l'agence du pays où se déroule le projet). Pour recevoir ces informations, inscrivez-vous sur la page d'accueil du site de l'AFD <http://www.afd.fr>

## **6. SITES A CONSULTER**

### **6.1 Humanweb, association suisse francophone**

Humanweb est une association suisse de bénévoles qui propose des services gratuits aux organismes (domaines humanitaire et environnemental), à ceux qui y participent et à ceux qu'ils servent. Le site Web présente des actualités, des annonces, des conseils... Il propose aussi des ressources pour la création et l'hébergement de pages Web. Humanweb cherche des financements pour disposer de son propre serveur afin de pouvoir fournir des hébergements gratuits de sites Web.

**Site Humanweb** <http://www.humanweb.org>

### **6.2 Index on Africa, une passerelle vers les sources d'informations électroniques sur l'Afrique**

Ce site présente près de 2000 liens triés par pays, sujets et sources d'informations (agences de presse). Les liens sont brièvement commentés, menant principalement vers des ressources anglophones sans pour cela négligés les pays francophones. Un des plus de cet index est la revue de presse mise à jour chaque semaine d'après un très large échantillon des sources électroniques d'information existantes sur le réseau mondial.

Cette initiative est à mettre au compte de la Norvège, avec le conseil norvégien pour l'Afrique comme maître d'œuvre et le ministère norvégien des affaires étrangères comme bailleur.

**Site Index on Africa** <http://www.africaindex.africainfo.no>